



16.471

**Parlamentarische Initiative
von Siebenthal Erich.
Umsetzung der Waldpolitik 2020.
Erleichterungen
bei den Rodungsvoraussetzungen**

**Initiative parlementaire
von Siebenthal Erich.
Mise en oeuvre
de la Politique forestière 2020.
Conditions de défrichement
facilitées**

Vorprüfung – Examen préalable

CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 12.09.17 (VORPRÜFUNG - EXAMEN PRÉALABLE)

Antrag der Mehrheit

Der Initiative keine Folge geben

Antrag der Minderheit

(Page, Bourgeois, Brunner, Imark, Röstli, Schilliger, Tuena, Wobmann)

Der Initiative Folge geben

Proposition de la majorité

Ne pas donner suite à l'initiative

Proposition de la minorité

(Page, Bourgeois, Brunner, Imark, Röstli, Schilliger, Tuena, Wobmann)

Donner suite à l'initiative

Präsident (Stahl Jürg, Präsident): Sie haben einen schriftlichen Bericht der Kommission erhalten. Herr von Siebenthal, der Urheber der parlamentarischen Initiative, und Herr Page, der Sprecher der Minderheit, sind nicht im Saal. Ich gebe das Wort daher den Berichterstatlern.

Genecand Benoît (RL, GE), pour la commission: Quel est le but de l'initiative parlementaire von Siebenthal, intitulée "Mise en oeuvre de la Politique forestière 2020. Conditions de défrichement facilitées", qui nous est soumise? Elle prévoit que seront créées les bases légales afin de faciliter le défrichement en vue d'investissements dans l'industrie du bois. En particulier, elle vise à ce qu'on puisse renoncer à la preuve de l'implantation imposée par la destination.

L'auteur et les cosignataires du texte font valoir les arguments suivants. La plupart des exploitations de l'industrie du bois rencontrent des difficultés économiques. Elles doivent faire face à une concurrence destructrice, vu le prix du bois à l'importation. Selon eux, déplacer les exploitations en forêt permettrait de réduire les coûts de production, vu que le prix du sol en forêt est bien plus bas que le mètre carré en zone artisanale. La majorité de la commission, qui vous recommande de ne pas donner suite à l'initiative, pense que les mesures proposées présentent des inconvénients majeurs. Tout d'abord, cette demande est incompatible avec le principe essentiel de l'aménagement du territoire, à savoir une distinction stricte entre la zone à bâtir et la



zone non constructible. En outre, l'initiative va, selon la majorité de la commission, dans le sens d'un assouplissement marqué de l'interdiction de défrichement, ce que la majorité souhaite éviter coûte que coûte. En cela, la majorité de la commission défend une position qui est celle d'une très grande partie de la population suisse puisque, selon des sondages récents, 85 pour cent des Suissesses et des Suisses se prononcent contre un assouplissement du défrichement en forêt. Les Suisses aiment leurs forêts, ils aiment s'y promener et ils aiment la qualité acoustique actuelle des forêts à l'abri d'activités économiques.

On constate que les possibilités de défrichement existent déjà. Elles constituent l'exception. Les conditions sont prévues à l'article 5 de la loi sur les forêts. Il faut un intérêt prépondérant, que l'implantation soit imposée par la destination, le respect matériel des conditions posées en matière d'aménagement du territoire, l'absence de dangers sérieux pour l'environnement, le respect des exigences de la protection de la nature et du paysage. Telles sont les conditions strictes qui permettent d'accorder des exceptions au non-défrichement en forêt. Au Parlement, l'interdiction du défrichement n'a fait l'objet d'aucune discussion lors des différentes révisions de la loi sur les forêts.

En 2012, sur la base de l'initiative parlementaire 09.474, "Flexibilisation de la politique forestière en matière de surface", le Parlement a certes décidé d'empêcher les extensions de l'aire forestière, en prévoyant la possibilité de fixer une limite statistique des forêts. L'obligation de reboisement a en outre été assouplie. Ces mesures ne visaient toutefois pas les conditions applicables au défrichement.

Lors de la révision partielle de la loi sur les forêts, en 2016 – l'objet 14.046, "Loi sur les forêts. Modification" –, le Parlement n'a rien changé non plus aux conditions strictes devant être remplies pour qu'une autorisation de défrichement entre en ligne de compte. Le nouvel article 5 alinéa 3bis précise simplement que l'intérêt national attaché à la réalisation de projets de construction d'installations destinées à utiliser les énergies renouvelables ainsi que des installations de transport et de distribution d'énergie est équivalent aux autres intérêts nationaux, et on pense ici notamment, bien évidemment, à la protection de la forêt.

La majorité de la commission doute que la proposition contenue dans l'initiative soit pertinente et craint qu'elle soit un premier pas vers un assouplissement plus important de l'interdiction de défrichement. En outre, le droit en vigueur autorise déjà certaines exceptions dans le sens voulu par l'auteur de l'initiative.

La commission estime que l'objectif de l'initiative met en péril une autre fonction importante de la forêt. Si on autorisait l'implantation d'exploitations de l'industrie du bois dans la forêt, l'espace de détente que représente la forêt serait sensiblement fragilisé.

Je le répète: la proposition de la minorité consiste à donner suite pour faire face aux difficultés de l'industrie du bois en Suisse vis-à-vis de la concurrence internationale. Pour les défenseurs de cette proposition, il est important de prendre les mesures nécessaires pour que le bois continue à être transformé en Suisse et que le potentiel des forêts soit exploité.

Selon la minorité de la commission, une mise en oeuvre modérée de l'initiative est possible, et des exploitations pourraient être implantées en bordure de forêt.

Nous avons donc, d'un côté, la minorité de la commission, qui pense qu'un assouplissement aurait peu de conséquences et faciliterait grandement la vie de l'industrie du bois, et, de l'autre côté, la majorité de la commission, qui, bien qu'elle comprenne les difficultés économiques de l'industrie du bois, entend protéger absolument les forêts d'une activité industrielle.

Il faut s'imaginer – ce sera ma conclusion – que l'argument de l'auteur de l'initiative qui tend à dire que les nuisances pourraient être déplacées des zones artisanales vers les zones de forêt ne serait pas goûté par la majorité de la population. Il faut ici rappeler que la forêt, sur le Plateau suisse, est le seul ou le dernier espace vraiment libre d'accès dans lequel, je le répète, 85 pour cent de nos concitoyens aiment à se

AB 2017 N 1284 / BO 2017 N 1284

promener. On voit donc mal ces 85 pour cent de concitoyens se réjouir de l'implantation d'une scierie pour agrémenter acoustiquement leur promenade du dimanche.

La commission vous propose donc, par 12 voix contre 8 et 3 abstentions, de ne pas donner suite à l'initiative parlementaire von Siebenthal.

Vogler Karl (C, OW), für die Kommission: Die parlamentarische Initiative von Siebenthal 16.471 verlangt die Schaffung der rechtlichen Voraussetzungen, damit Wald für die Realisierung von Holzindustrieinvestitionen erleichtert gerodet werden kann. Dabei soll auf den Nachweis der Standortgebundenheit sowie auf Ersatzmassnahmen verzichtet werden können, und die Voraussetzungen für entsprechende Rodungen sollen angepasst werden.

Begründet wird die parlamentarische Initiative zusammengefasst damit, dass die einheimische Holzverarbei-



tung für die Umsetzung der Ziele der Waldpolitik 2020 unabdingbare Voraussetzung sei. Weiter: Im Siedlungsgebiet würden durch die Umsiedlung von Holzindustriebetrieben in den Wald für die Siedlungsentwicklung interessante Flächen frei, was wiederum den Druck auf das Kulturland vermindern würde. Schliesslich würden mit der parlamentarischen Initiative die Immissionen im Siedlungsgebiet reduziert. Insgesamt verspricht sich der Initiant, mit der Umsetzung seiner Initiative einen Beitrag zur Stärkung der schweizerischen Holzindustrie zu leisten.

Die UREK-NR hat die parlamentarische Initiative an ihrer Sitzung vom 26./27. Juni 2017 beraten. Sie beantragt mit 12 zu 8 Stimmen bei 3 Enthaltungen, ihr keine Folge zu geben.

Eine Minderheit will der Initiative Folge geben und verweist auf die Schwierigkeiten der Holzverarbeitenden Industrie in der Schweiz und auf die Möglichkeit, mit dieser Initiative die Walddnutzung in der Schweiz wieder zu verbessern. Es sei wichtig, Massnahmen zu ergreifen, damit die Holzverarbeitung in der Schweiz stattfindet, damit unnötige Transporte vermieden und Arbeitsplätze in der Schweiz erhalten bleiben würden.

Was sind die Überlegungen der Kommissionsmehrheit, die der parlamentarischen Initiative keine Folge geben will? Es sind vor allem die folgenden: Über 30 Prozent der Fläche der Schweiz sind mit Wald bedeckt. Der Wald ist eines der am meisten verbreiteten Landschaftselemente der Schweiz. Deswegen und wegen seiner Multifunktionalität geniesst der Wald in der Bevölkerung einen grossen Rückhalt und hohes Ansehen. Im Vordergrund steht dabei die Erholungsfunktion des Waldes. Aber auch das Bewusstsein für die Waldökologie und -gesundheit sowie für den Schutz des Waldes ist bei den Schweizerinnen und Schweizern gross. Gemäss dem "Waldmonitoring soziokulturell" aus dem Jahre 2012 sprechen sich denn auch rund 85 Prozent der Bevölkerung ausdrücklich für die Beibehaltung des Rodungsverbots aus. Auch bei den verschiedenen Revisionen des Waldgesetzes im Parlament stand das grundsätzliche Rodungsverbot von Artikel 5 Absatz 1 des Waldgesetzes nie zur Diskussion.

Ausgehend von der parlamentarischen Initiative 09.474 wurde 2012 eine Flexibilisierung der Waldflächenpolitik beschlossen. Ziel war es, in Gebieten mit wachsenden Waldflächen die Waldausdehnung über die Möglichkeit der Einführung von fixen Waldgrenzen zu verhindern. Ausserdem sollte unter gewissen Voraussetzungen auf die Pflicht der Ersatzaufforstung verzichtet werden können. Diese Massnahmen hatten aber keine Auswirkungen auf die Rodungsvoraussetzungen.

Auch bei der Teilrevision des Waldgesetzes 2016 änderte das Parlament nichts an den strengen Voraussetzungen, die erfüllt sein müssen, damit eine Bewilligung für eine Ausnahme vom Rodungsverbot erteilt wird. Der neue Artikel 5 Absatz 3bis des Waldgesetzes stellt bezüglich des Baus von Anlagen zur Nutzung erneuerbarer Energien und von Energietransport- und -verteilanlagen bei der Realisierung von Bauvorhaben lediglich das nationale Interesse daran in den gleichen Rang wie andere nationale Interessen.

Entsprechend zurückhaltend ist denn die Kommissionsmehrheit der Absicht der parlamentarischen Initiative begegnet, das Rodungsverbot zugunsten der einheimischen Holzverarbeitung zu lockern. Die Kommission anerkennt zwar durchaus die Schwierigkeiten der schweizerischen Holzindustrie, gegenüber der Konkurrenz aus dem Ausland bestehen zu können. Die Kommission ist sich sehr wohl bewusst, dass das Holz in der Schweiz nur dann nachhaltig und ausreichend genutzt werden kann, wenn in der Schweiz die ganze Wertschöpfungskette für die Holzverarbeitung vorhanden ist. Hier fehlt es insbesondere an der ersten Stufe, nämlich an ausreichenden und konkurrenzfähigen Sägereibetrieben. Deren Zahl ist in den letzten Jahren massiv zurückgegangen.

Selbstverständlich unterstützt die Kommission auch die Bemühungen, das Potenzial von Schweizer Holz und Wald optimal zu nutzen. Man erinnert dabei etwa an die vor Kurzem abgeschlossene Teilrevision des Waldgesetzes, bei der die Kommission Bestimmungen eingebracht hatte, die den Bund zur Förderung von nachhaltig produziertem Holz – also vorwiegend von Schweizer Holz – verpflichtet. Es sind dies die neuen Artikel 34a und 34b des Waldgesetzes.

Sosehr also die Kommission Bemühungen, Schweizer Holz zu fördern, unterstützt, so sehr hegt die Mehrheit der Kommission Befürchtungen in Bezug darauf, das Rodungsverbot zugunsten von Holzindustrieinvestitionen zu lockern. Solches könnte ein erster Schritt hin zu weiteren Lockerungen sein, die von einer breiten Öffentlichkeit wohl kaum getragen würden. Zudem weist die Kommissionsmehrheit darauf hin, dass bereits das geltende Recht Ausnahmen vom Rodungsverbot zulässt.

Weiter stellt die Kommissionsmehrheit fest, dass die Forderung der parlamentarischen Initiative auch einem fundamentalen raumplanerischen Prinzip widerspricht, nämlich der Trennung von Bau- und Nichtbaugebiet. Dies gilt umso mehr, als die parlamentarische Initiative von Holzindustrieinvestitionen spricht und damit nicht nur Sägereibetriebe, sondern auch eigentliche Gewerbebetriebe im Bereich der Holzverarbeitung einschliesst. Solches geht der Kommissionsmehrheit ganz eindeutig zu weit.

Schliesslich weist die Kommissionsmehrheit darauf hin, dass das Anliegen der parlamentarischen Initiative



auch mit einer weiteren, wichtigen Funktion des Waldes in Widerspruch steht. Sollen nämlich Holzindustriebetriebe mit dem Argument, Siedlungsgebiete von Lärm-, Staub- und Transportimmissionen zu entlasten, im Wald erstellt werden, würde das die Erholungsfunktion des Waldes empfindlich schwächen. Auch dies würde von einer breiten Öffentlichkeit kaum akzeptiert.

Aus all diesen Gründen beantrage ich Ihnen namens der Kommissionsmehrheit, der parlamentarischen Initiative keine Folge zu geben. Ihre Kommission hat Entsprechendes – ich habe es gesagt – mit Enthaltungen beschlossen.

Page Pierre-André (V, FR): Je crois que la majorité de la commission oublie que la surface forestière augmente de plus de 1500 hectares par année et que l'idée de Monsieur von Siebenthal n'est pas de faire de la forêt une grande usine, mais de construire à proximité de ces forêts pour diminuer les nuisances causées par le transport, la poussière, l'essence et la pollution. La réflexion s'inscrit dans un bon esprit et l'idée n'est pas de construire de grandes usines en forêt.

Vogler Karl (C, OW), für die Kommission: Diese Argumentation hat Ihre Kommission selbstverständlich ebenfalls zur Kenntnis genommen und sich diesbezüglich auch ausgetauscht. Nun ist es natürlich richtig, dass die Waldfläche in der Schweiz immer noch wächst. Sie wächst aber natürlich vorwiegend in den Berggebieten und nicht im Mittelland. Dort muss man im Gegenteil schauen, dass sich die Waldfläche halten kann.

Ich denke, dass man diese Anlagen natürlich nicht irgendwo erstellen würde. Letztendlich verlangt die parlamentarische Initiative aber natürlich, dass Holzindustrieanlagen im Wald realisiert werden können – und das wären eben nicht nur Sägereibetriebe –, auch wenn das allenfalls beispielsweise nahe an einer Strasse sein sollte. So greift man letztendlich natürlich damit trotzdem in den Bestand des Waldes ein. Wir müssen uns bewusst sein, dass die Sensibilität für das Thema Wald in der Öffentlichkeit hoch ist und man

AB 2017 N 1285 / BO 2017 N 1285

diesbezüglich sehr zurückhaltend sein muss. Letztendlich wäre das Ganze natürlich ein Aufbrechen des Grundsatzes der Trennung von Baugebiet und Nichtbaugebiet.

von Siebenthal Erich (V, BE): Ich will ganz klar keine Aufweichung des Waldgesetzes. Sie haben selber erwähnt, dass die Zahl der Sägereien immer mehr zurückgeht, die Verarbeitung in unserem Land leidet, die Zahl der Arbeitsplätze geht zurück. Heute haben wir ja die Möglichkeit, Holzschnitzellagerplätze im Walde zu erstellen. Diese Möglichkeiten haben wir geschaffen. Sind Sie nicht auch der Meinung, dass wenigstens eine Prüfung dieses Anliegens zugunsten des Rohstoffes Holz und der Verarbeitung und der Arbeitsplätze zum jetzigen Zeitpunkt sinnvoll wäre?

Vogler Karl (C, OW), für die Kommission: Herr Kollege von Siebenthal, Sie wissen ja, dass auch ich quasi ein "Hölziger" bin und alle irgendwie vernünftigen Anliegen unterstütze, die es der Holzindustrie ermöglichen, hier in der Schweiz vermehrt sich auf dem Markt zu bewegen und Holz zu fördern. Es ist auch richtig, dass man beschlossen hat, eine entsprechende Aufweichung vorzunehmen, die es erlaubt, dass Holzschnitzel gelagert werden dürfen. Aber da geht es um eine Lagerung.

Bei Ihrem Vorstoss geht es hingegen um die Produktion, was mit entsprechenden Emissionen im Wald einhergeht. Wie ich ausgeführt habe, sind wir letztlich halt überzeugt, dass Entsprechendes von einer breiten Öffentlichkeit auch nicht unterstützt würde.

Flückiger-Bäni Sylvia (V, AG): Sie haben jetzt hier viele Argumente aufgezählt, die eigentlich für diesen Vorstoss sprechen. Eine alte Weisheit lautet: "Willst du dem Walde nützen, musst du ihn nutzen." Was wollen Sie denn machen, wenn der Wald überaltert ist? Nur noch Naturschutzpärke?

Vogler Karl (C, OW), für die Kommission: Nein, Frau Kollegin, im Gegenteil. Ich bewohne beispielsweise auch ein Holzhaus. Ich heize mit Holz. Ich unterstütze alle Massnahmen, die der Holzförderung dienen. Aber letztendlich müssen wir natürlich bestimmte gesetzliche Vorgaben einhalten, auch wenn wir mit allen Mitteln – ich denke, das haben wir im Rahmen der letzten Revision des Waldgesetzes gemacht – alle Bemühungen unterstützen, den Holzabsatz und vor allem natürlich den Holzverbau, nicht nur das Verbrennen von Holz zu fördern. Wir unternehmen tatsächlich alles, was irgendwo möglich ist. Sie können diesbezüglich sicher sein, dass auch die Kommissionsmehrheit Ihre Bemühungen, den Schweizer Wald und das Schweizer Holz zu fördern, unterstützt. Aber wir dürfen jetzt nicht mit der Produktion in den Wald hineingehen.

Präsident (Stahl Jürg, Präsident): Die Kommissionsmehrheit beantragt, der parlamentarischen Initiative keine



AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Nationalrat • Herbstsession 2017 • Zweite Sitzung • 12.09.17 • 08h00 • 16.471
Conseil national • Session d'automne 2017 • Deuxième séance • 12.09.17 • 08h00 • 16.471



Folge zu geben. Eine Minderheit beantragt, der parlamentarischen Initiative Folge zu geben.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 16.471/15543)

Für Folgegeben ... 102 Stimmen

Dagegen ... 79 Stimmen

(5 Enthaltungen)

